



## Nouvelle vague...

Malheureusement, les mois passent et la situation sanitaire reste préoccupante. La nouvelle vague au cinéma apportait un souffle de liberté... La nouvelle vague « covid » fait, elle, peser des menaces sur notre vie quotidienne en termes de santé comme de contraintes supplémentaires. L'ambiance est morose et chacun·e mesure, à son échelle, les impacts qu'aura le durcissement du protocole sanitaire, notamment sur son lieu de travail...

Pourtant, le gouvernement poursuit sa route, drapeau déployé, pour affaiblir la Fonction Publique et les moyens de l'action publique. On fait bien çà et là quelques efforts symboliques mais aucune des mesures réellement nécessaires et justes n'est prise : en particulier ni pour revaloriser la valeur du point d'indice ni pour mettre en œuvre les créations de postes nécessaires.

Le gel du point d'indice a imposé une nouvelle réorganisation des grilles de la catégorie C : depuis des années, les évolutions du SMIC ont amené les gouvernements à raboter le bas de la grille, qui se retrouve régulièrement en dessous du SMIC. Si le point d'indice évoluait, le problème n'existerait pas. L'écrasement des grilles devient insensé et rappelle, s'il en était besoin, le profond mépris dont fait preuve le gouvernement à l'égard des agent·e·s de la Fonction Publique, notamment les plus précaires.

Le manque de moyens, les injonctions contradictoires, le changement permanent, les politiques du chiffre et des indicateurs, tout cela fait perdre le sens de leur mission à nombre de nos collègues. Et ils en souffrent profondément.

Et pourtant, nous sommes là, ensemble, avec nos collègues, dans nos services, nos établissements, nos administrations, nos équipes. Nous continuons à porter la voix de la profession auprès de nos dirigeants mais aussi sur la place publique car nous sommes convaincu·e·s que c'est par le collectif que nous pourrions changer et améliorer la situation.

### SOMMAIRE

Édito	P. 1
Congrès départemental	P. 2
Retour sur le 25 novembre	P. 2
RESF : toujours plus d'expulsions	P. 3
Retraité·e·s en colère...	P. 4
COP 26 : quel gâchis !	P. 4

### Notre congrès départemental se réunira les 10 et 11 janvier.

Ce sera justement l'occasion de faire le point et de nous mandater sur de nombreux sujets, en particulier ceux sur lesquels nous aurons à nous mobiliser dans les mois à venir. **Lisez notre article complet en page 2 pour connaître toutes les modalités de participation.**

**A six mois des élections présidentielles et à un an des élections professionnelles, la FSU sera force de propositions !**

Pierre HÉBERT et Morane LE DEUNF,  
Co-secrétaires départementaux de la FSU76.

## Congrès départemental : la FSU débat !

Le 10<sup>e</sup> congrès national de la FSU se tiendra à Metz du 31 janvier au 4 février 2022. Le temps est donc venu de préparer ce moment important de la vie de notre fédération.

Chaque adhérent·e a reçu un premier cahier spécial (gris) comprenant le rapport d'activité national ainsi que les textes d'orientation des différentes tendances. **Cela nous a permis de voter lors des élections internes qui se sont déroulées du 04 au 25 novembre.** A l'heure où nous écrivons ces lignes, le dépouillement des votes est en cours et les résultats ne sont pas encore connus. Les instances de la FSU (congrès, conseil et bureau fédéral...) sont composées en tenant compte de ce vote.

La FSU a choisi de favoriser la représentation des femmes dans ses instances en imposant un minimum de 80 femmes sur 150 candidat·e·s.

À la FSU, ce sont les adhérent·e·s qui décident du fonctionnement et de l'orientation de la fédération : un outil de démocratie qui est un élément fondamental de la FSU !



Vous avez également reçu un second cahier comprenant l'ensemble des textes qui sont mis en débat pour ce congrès 2022. En effet, dans chaque département, un congrès préparatoire doit se tenir afin de débattre de quatre grands thèmes :

**Thème 1 :** Éducation, formation, recherche, culture : un service public pour le progrès social.

**Thème 2 :** La Fonction publique pour réaliser le service public,

une idée moderne.

**Thème 3 :** Rupture écologique, droits humains et justice sociale : une urgence démocratique.

**Thème 4 :** Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien.

En Seine-Maritime, le congrès départemental est organisé les **lundi 10 et mardi 11 janvier 2022** à la **Maison de l'Université de Mont-Saint-Aignan**. Il est ouvert à l'ensemble des adhérent·e·s. Tout comme pour le vote de novembre, la participation du plus grand nombre à cette étape de la construction démocratique de nos orientations et nos propositions pour l'avenir est indispensable.

**Si vous souhaitez y assister, rien de plus simple ! Envoyez un mail à [fsu76@fsu.fr](mailto:fsu76@fsu.fr)**

Morane LE DEUNF.

## 25 novembre : mobilisation contre les violences sexistes et sexuelles

Plusieurs actions étaient organisées, notamment à Rouen, pour la **journée internationale du 25 novembre dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes.**

Ainsi, la FSU appelait à un rassemblement devant le Palais de Justice et a tristement égrainé les chiffres de l'oppression que subissent les femmes : déjà plus de 100 féminicides pour l'année 2021, 1 femme sur 3 victime de

harcèlement sexuel sur son lieu de travail, 40% des agresseurs non-sanctionnés, etc.

Plus tard dans la soirée, la FSU a activement soutenu le mouvement féministe. Dans une manifestation en mixité choisie, près de 300 filles et jeunes femmes ont repris les rues de Rouen pendant la nuit pour rappeler que cet espace leur appartient autant qu'aux hommes.

**Prochaine étape : le 08 mars !** La FSU prépare d'ores et déjà activement cette journée avec les autres organisations syndicales et les associations féministes afin de mobiliser largement !

Morane LE DEUNF.



## Dernier bulletin papier pour la FSU76...

À l'ère du numérique, il était temps pour la section départementale de Seine-Maritime de trouver un moyen de communication plus réactif. Les lettres électroniques envoyées par courriel remplissaient cet objectif et permettaient de compléter efficacement le bulletin trimestriel. Mais, les militant-e-s partagent le même constat : le bulletin papier est de moins en moins lu par ses adhérent-e-s qui reçoivent déjà la presse fédérale nationale ainsi que toute la presse de leur syndicat !

Par conséquent, il a été décidé que ce soixante-cinquième numéro serait le dernier, après 17 ans de loyaux services. Merci à celles et ceux qui, au fil des années, ont fait vivre et ont modernisé ce mode de communication afin de répondre à l'évolution de nos pratiques.

Dès 2022, vous retrouverez toutes les informations de la section départementale, par courriel uniquement, ainsi que sur le site internet [fsu76.fsu.fr](http://fsu76.fsu.fr)

## RESF : toujours plus d'expulsions !

Le Réseau Education Sans Frontières regroupe des enseignant-e-s, parents d'élèves, éducateurs-trices, médecins, des associations, des syndicats dont la FSU. **Solidaire des familles « sans papiers » d'enfants scolarisé-e-s, il aide les familles à constituer leurs dossiers de demande de séjour, les accompagne, suscite la constitution de comités de soutien, organise des parrainages, des actions, médiatise...**



### SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY : EXPULSION PROGRAMMÉE D'UN PÈRE DE FAMILLE...

Monsieur Sargsyan était convoqué par la police de l'air et des frontières mardi pour être expulsé vers l'Arménie qu'il avait fui, avec sa famille, pour des raisons politiques. Le risque de guerre avec l'Azerbaïdjan augmente le risque qu'ils courraient en Arménie. Ils sont arrivés en France en octobre 2017, il y a plus de 4 ans. Les enfants, Ashot, Anush et Vardan sont scolarisés à Saint-Étienne-du-Rouvray. Ils sont appréciés et soutenus par les enseignants, les parents d'élèves.

Un comité de soutien a été constitué pour exiger l'annulation de l'expulsion programmée et réclame leur régularisation pour que Ashot, Anush et Vardan puissent poursuivre leur scolarité en toute sérénité.

**Deux rassemblements à l'initiative du comité de soutien et de RESF ont eu lieu devant l'école élémentaire Macé les 12 et 16 novembre. Nous continuons à dire :**

- **Non à l'expulsion de Monsieur Sargsyan.**
- **Non à la séparation d'une famille.**

### ACTION RÉUSSIE !

**Nous nous étions aussi mobilisé-e-s pour la famille Sallahu et leur situation a eu une issue positive.**

Burhan a obtenu un CDI dans une entreprise du bâtiment. Ils vont le former et sont très contents de le compter parmi eux. Il a commencé sur un chantier rive gauche. Il a donc obtenu une admission exceptionnelle au séjour de trois mois, qui devrait être renouvelée (grâce au CDI) et qui lui donne le droit de travailler légalement en attendant que sa demande de régularisation aboutisse.

Ardita s'est présentée au DELF B2. Elle attend les résultats et pense avoir bien réussi. Si c'est le cas elle cherchera une formation et essaiera sans doute de passer une équivalence du baccalauréat. Ardita et Burhan sont très reconnaissant-e-s et remercient tou-te-s celles et ceux qui les ont aidés, soutenus, d'une manière ou d'une autre depuis le début.

Jean-Paul WEILLER.

## Retraité·e·s en colère ! Revalorisation ou dévalorisation ?

**Encore une fois la « revalorisation »** des pensions se fera en dessous du niveau de l'inflation et hors la loi...

**La revalorisation sera de 1,1%**, loin des estimations de l'INSEE en octobre soit 1,5%, et encore plus loin de la réalité avec l'accélération de la hausse des prix de fin d'année. En octobre, on en était à 2,6% sur un an. Or, selon le code de la sécurité sociale, le calcul de la revalorisation est basé sur le rapport entre l'indice moyen des prix sur la période courant de novembre 2019 à octobre 2020 et celui compris entre novembre 2020 et octobre 2021. Il s'agit de la règle pour les pensions de la sécurité sociale ou des fonctionnaires. La part AGIRC ARCCO augmentera encore moins pour le privé, soit 1%.

**Alors la règle du toujours moins s'affiche encore une fois** et la prime de 100 € pour les plus modestes reste une illusion : pour une pension de 1000€ cela représente 9,2€ par mois, la revalorisation de 1,1% représente 11 euros mensuels et la hausse des prix constatée, 2,6%, représente 26 €. Dit autrement, on vous donnera 9,2€ et on vous piquera 15 € par mois. Merci patron !

**Cela donne tout son sens à la manifestation nationale des retraité·e·s du 2 décembre.** Cela appelle avec le groupe des 9 à d'autres initiatives dans les mois à venir d'autant que d'autres dossiers lourds restent sur la table : notamment, la presque future loi sur la perte d'autonomie, courageusement abandonnée... Rassurez-vous ! La hausse de vos dividendes compensera...



**F.S.U.  
RETRAITÉ·E·S**

Philippe KOEHLIN et Jackie STOCKER.

## COP 26 : quel gâchis !

### **Le rendez-vous manqué de la COP26 ne sera pas le tournant historique d'une lutte mondiale pour le climat...**

Presse, associations, organisations syndicales et citoyen·ne·s s'accordent majoritairement sur ce constat : la COP 26 est un échec. Les attentes mondiales, à Glasgow comme ailleurs, pour une coopération internationale efficace et pour une planification consciente des enjeux planétaires, ont été déçues. Les promesses concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont très insuffisantes et ne permettent pas de contenir la hausse des températures à 1,5°C. Non seulement, les dirigeants des grandes puissances polluantes ne remettent pas en cause le modèle économique ultra-capitaliste, mais ils méprisent le devoir de réparation envers les peuples les moins responsables et les plus victimes des catastrophes environnementales. Ils accentuent le fossé entre le nord et le sud et nient le principe du « pollueur-payeur ». L'adaptation au changement reste le parent pauvre du financement climatique.

La France fait encore une fois figure de mauvaise élève, en ne rejoignant l'alliance créée sur la fin du financement des énergies fossiles que sous la pression internationale. Beaucoup de langue de bois, peu d'actions concrètes. Actions qui, par ailleurs, suivent un calendrier déconnecté de l'urgence...

Dans ce contexte décevant, le monde libéral remet le nucléaire dans le débat public. Sous prétexte qu'il est une énergie décarbonée, il la présente comme une énergie propre, taisant les nombreux dangers liés à l'atome. Macron, allié à l'Allemagne, manœuvre pour faire changer la taxonomie du nucléaire et du gaz au niveau européen et les faire passer pour des énergies "vertes". Ce lobbying à des fins marchandes et impérialistes, associé à une campagne de dénigrement des Énergies Renouvelables et aux mensonges d'EDF récemment révélés, empêche la tenue de débats pourtant essentiels avant de faire des choix énergétiques qui engageraient l'État pour le siècle à venir.

Aurélie MOUCHET.